

La spécificité de la soutenabilité dans les expériences d'économie solidaire: le cas de la COOPAED

Tatiana Araújo Reis – NPGA/Universidade Federal da Bahia/Facdelta-tatiana.reis@uol.com.br

Genauto de Carvalho França Filho - NEPOL/Universidade Federal da Bahia - genauto@ufba.br

Résumé

Le travail, ici présent, est le fruit d'une recherche réalisée au sein du *Programa de Desenvolvimento e Gestão Social (PDGS)*, en partenariat avec le *Núcleo de Pós-Graduação em Administração da Escola de Administração da Universidade Federal da Bahia (NPGA/EAUFBA)* au Brésil. L'étude a pour objectif de proposer quelques paramètres afin de permettre la compréhension de la dynamique de soutenabilité dans les organisations de l'économie solidaire. Nous partons du présupposé selon lequel la construction économique de ce type de pratiques induit une pluralité des logiques entre l'échange marchand, non marchand et les différentes formes de solidarité incorporant sa dimension non monétaire. Une telle considération sur la soutenabilité se place ainsi en relation avec une approche conceptuelle spécifique du traitement du thème, dans laquelle la discussion sur l'économie solidaire s'inscrit dans une analyse d'anthropologie économique. Dans ce type d'approche, un accord s'affirme sur le fonctionnement de l'économie réelle dans laquelle le concept d'économie est défini comme économie plurielle, à savoir, une vision de l'économie qui admet une pluralité des principes du comportement économique. Ce type de regard souligne l'appréhension de différentes dimensions issues de telles initiatives : aussi bien sociale, que politique, culturelle ou environnementale. Il s'agit d'un mode d'analyse qui contribue à redéfinir le sens de l'action économique dans certaines pratiques socio-productives, ce qui suggère une conception élargie des initiatives de soutenabilité. Selon cette conception, nous considérons la soutenabilité dans l'économie solidaire à partir de quatre dimensions ou paramètres fondamentaux d'analyse: économique, socio-culturel, politique et de gestion. Dans le premier paramètre, l'économique, sont pris en considération trois registres ou logiques d'actions: la marchande, relative aux ressources économique-financières issues des pratiques de commercialisation des biens et services; la non marchande, qui a rapport aux ressources économique-financières et à celles provenant des institutions publiques gouvernementales et/ou non gouvernementales; et enfin la logique non monétaire, qui concerne les ressources économique-financières issues des pratiques de solidarité et du travail coopératif. Concernant le paramètre socio-culturel, l'intention est de souligner la nature du lien que l'on construit dans le travail et ses caractéristiques en termes de norme de sociabilité adaptée et de degré de cohésion sociale, dans le but d'évaluer son influence sur le plan de la soutenabilité. Le dernier paramètre considère la dimension politique en relation avec deux niveaux d'influence de la soutenabilité. Le premier, plus interne, concerne le degré de démocratisation des décisions dans l'organisation et le niveau de compromis des personnes, reflétant ainsi la question de la

participation politique et le degré d'autogestion dans de telles pratiques. Le deuxième niveau d'analyse de la dimension politique de la soutenabilité concerne le profil institutionnel de telles initiatives de l'économie solidaire, afin de refléter simultanément : a) sa capacité à se constituer en tant qu'espace public, intervenant dans la réalité locale ; b) son niveau d'articulation dans le réseau ; et c) son degré d'autonomie institutionnelle. Finalement, le dernier paramètre d'analyse de la soutenabilité de ces initiatives se rapporte à la dimension de la gestion. Dans celle-ci, sont prises en considération deux composantes : l'infrastructure et la connaissance. Dans la première on évalue les conditions d'accès de l'initiative aux moyens de production, à l'espace physique et aux technologies gestionnaires. Dans la deuxième, sont prises en compte les compétences disponibles du groupe, tant celles concernant les habitudes techniques que celles concernant les habitudes gestionnaires et le niveau de formation socio-politique. Les paramètres d'analyse décrits ci-dessus composent un cadre analytique pour l'évaluation de la soutenabilité dans des expériences d'économie solidaire. Ce cadre d'analyse fut appliqué au travers d'étude de cas.

Mots-clés : soutenabilité, économie solidaire, coopérative populaire

Introduction

Cet article a comme support les recherches réalisées dans le cadre du Programa de Pós-Graduação em Administração da Universidade Federal da Bahia. L'étude se justifie devant la préoccupation manifestée par plusieurs auteurs sur la capacité de survie des initiatives d'économie solidaire. Une telle nécessité se fait présente en face d'un cadre prometteur présenté par ces entreprises qui, même si elles présentent une certaine fragilité, elles réveillent le soutien d'activistes, d'organisations et d'organismes publics. Un autre souci présent a rapport à la nature et au sens de ses traits sociaux particuliers, de socialisation de biens de production et du travail qui, à son tour, interfère dans la gestion des entreprises et, par conséquent, dans sa soutenabilité.

Pour comprendre ce sujet, on débute en réalisant une déconstruction de l'entendement conventionnel de l'économie qui l'aperçoit comme n'étant qu'économie de marché. Par la suite, on discute le concept d'économie solidaire dans un abordage de l'anthropologie et de la sociologie économique. À partir de là, on présente quelques paramètres pour la compréhension de la soutenabilité dans la sphère de l'économie solidaire. Finalement, on réalise l'analyse de la soutenabilité de la COOPAED, avec des informations obtenues par le moyen d'entretiens et d'observation des activités de la coopérative.

I. Économie solidaire (ES)

La réflexion sur l'économie solidaire requiert quelques considérations sur le sens réel de l'économie, qui va au-delà de la perception de l'économie qui la réduit à l'économie de marché insérée dans le modèle capitaliste. L'idée c'est d'élargir la perception du sens de l'économie et du sens de l'agir économique.

D'après Singer (2004), le capitalisme est le mode de production dominant, mais pas à même de renfermer la totalité des économies contemporaines. Il y a

d'autres formes d'économie qui coexistent dans notre société, telles que : simple production de marchandises, conçue comme des unités autonomes de production individuelles ou familiales ; économie publique, formée par des entreprises d'état qui rendent des services ou offrent des biens sans en percevoir des prix de marché ; économie domestique représentant des activités productives et de distribution réalisées dans les domiciles, visant l'autoconsommation des membres; et l'économie solidaire formée par des entreprises collectives autogestionnaires de production, de crédit, de consommation, etc.

Pour la compréhension de c'est qu'est l'ES, il faut l'entendement de l'économie de façon plurielle, où coexistent plusieurs formes d'économies, par-delà l'économie de marché. L'ES, dans les termes de ce travail, s'insère dans une perspective anthropologique discutée par França Filho et Laville (2004). Ainsi, en renvoyant à Karl Polanyi (2000), França Filho et Laville (2005) proposent l'élargissement de la notion de l'économique. Dans ce sens, l'économie serait constituée par quatre principes du comportement économique : marché, réciprocité, domesticité, redistribution. Cette compréhension oriente la vision d'une économie plurielle, composée de trois formes économiques : économie marchande, économie non marchande (d'état-redistributive) et économie non monétaire (qui regroupe l'économie de réciprocité et l'économie domestique). D'après França Filho et Dzmira (2004, p. 144), « l'hybridation d'économies c'est ce qui permet, dans plusieurs cas, la soutenabilité et la pérennisation des projets créés ». La vision amplifiée de l'économie, introduite avec cette conception, implique apercevoir les trois pôles dans leur complémentarité en tant que créateurs et consommateurs de richesse. Dans ce sens, l'ES représente une forme d'articulation parmi les diverses formes d'économie, en insérant en plus une dimension sociale et politique d'action (FRANÇA FILHO et LAVILLE, 2004).

II. La soutenabilité dans des entreprises de l'économie solidaire

La soutenabilité est un concept originaire du débat autour des questions englobant l'environnement. L'insertion de la dimension environnementale dans l'agenda internationale, selon Sachs (2004), découle de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement Humain, réalisée à Stockholm en 1972. La préoccupation de l'ONU après l'échec des actions initiales pour contenir la crise l'a fait créer, en 1983, la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) et commander une étude qui fut présentée en 1987 sous le nom Notre Avenir Commun, où l'expression développement soutenable apparaît pour la première fois officiellement (CAPRA, 2003; MILANEZ, 2003; GUARIM, 2002; OLIVEIRA, 2002), entendu comme la capacité « de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de subvenir à ses propres besoins » (CAPRA, 2003, p. 238). Dans ce rapport, le développement soutenable est vu dans son sens le plus élargi, ayant comme quelques-uns de ses buts encourager un état d'harmonie entre les êtres humains en y incluant une certaine cohésion sociale et l'harmonie entre l'homme et la nature.

Selon Capra (1996, p. 25), il faut comprendre les phénomènes sociaux de façon plus complète, en laissant tomber l'ancien paradigme qui influence encore les hommes, les chefs d'États, institutions et entreprises, qui interprète la réalité de façon mécaniciste, dans des unités isolées et indépendantes. En s'appuyant sur le concept d'écologie profonde, l'auteur propose un nouveau paradigme pour comprendre l'interrelation entre tous les phénomènes sociaux. L'ES contient des

éléments du nouveau paradigme social abordé par Capra, étant donné qu'elle met en évidence la coexistence de logiques économiques distinctes et complémentaires, ce qui implique que les entreprises soient gérées d'une manière particulière et cela interfère dans la façon dont on définit la soutenabilité.

Finalement, qu'est-ce que la soutenabilité dans des entreprises de l'ES ? Pour réfléchir sur un sujet d'un tel relief il faut penser que la soutenabilité a rapport à la finalité des entreprises et aux moyens pour sa réalisation. Elle n'a rapport seulement aux aspects économiques ou à l'efficace économique, mais aussi, comme l'affirme Coraggio (2003, p. 95), à l'efficace sociale, comprise comme « la reproduction des conditions les meilleures possibles, aussi bien matérielles que symboliques de la vie en société ». Des aspects économiques, surtout quand on pense à des initiatives entreprises à la recherche de la création de travail et revenu, sont fondamentaux pour la consolidation des entreprises. Toutefois, le social et le politique auront aussi une influence significative dans la question de l'entreprise et de sa soutenabilité (FRANÇA FILHO et LAVILLE, 2004; COSTA, 2003; TIRIBA, 2000; SEI, 2004).

L'ES se présente comme une possibilité de réversion du processus qui eut lieu aux origines du capitalisme, où survint la séparation entre les travailleurs et les moyens de production, engendrant une aliénation et soumission idéologique du prolétariat et sa conversion en marchandise acquise destinée à l'usage du capital (CORAGGIO, 2003; SANTOS et RODRÍGUEZ, 2002; SINGER, 2002; GAIGER, 2003). Les expériences de ce que Gaiger (2003, p. 193) appelle « le solidarisme économique » auraient la capacité de réitération de la conscience aliénée, aussi bien en termes d'action qu'en rapport à la finalité.

Dans cette étude, la soutenabilité est comprise comme la capacité qui ont les organisations de se maintenir en fonctionnement en accomplissant les buts qu'elles se proposent, en accord avec la philosophie de l'ES. Elle n'a pas de rapport avec le résultat financier exclusivement ou avec la capacité de générer des revenus à l'intérieur de l'organisation qui soient suffisants pour couvrir les coûts opérationnels et obtenir de surplus, soit à travers la vente de produits ou par la prestation de services, mais aussi comme le résultat politique et social de ses actions.

Dans le but d'étudier le divers facteurs qui influencent la soutenabilité des entreprises de l'ES, il a fallu la diviser en quatre dimensions d'analyse : économique, socio-culturelle, politique et de gestion. L'ensemble de dimensions et d'indicateurs compose le tableau analytique.

DIMENSION	COMPOSANTES	INDICATEURS	
Économique	Marchande	Vente produits/services	
		Non marchande	Subventions gouvernementales (niveau institutionnel)
			Subventions non gouvernementales (niveau institutionnel)
	Non monétaire	Donations monétaires (niveau individuel)	
		Travail volontaire	
		Donations non monétaires	
Socio-culturelle	Construction du lien associatif	Pratiques réciprocitaires (actions communautaires, castors, formes de troc/donation)	
		Patron de sociabilité	
Politique	Niveau interne	Degré de cohésion sociale	
		Degré de démocratie interne	
	Niveau institutionnel	Degré de compromission	
		Existence d'action publique	
		Niveau d'articulation dans des réseaux	
Gestion	Infrastructure	Degré d'autonomie institutionnel	
		Accès aux moyens de production	
		Accès à des technologies de gestion	
	Connaissance	Accès à espace physique	
		Habilité technique	
		Habilité de gestion	
		Formation générale (socio-politique)	

Dimension économique

En reprenant le concept d'économie plurielle présenté antérieurement, pour l'analyse de la dimension économique, on a pris en compte trois composantes : la marchande, la non marchande et la non monétaire.

Composante marchande. Représente les ressources originaires du rapport des entreprises avec le marché. Sa compréhension requiert l'analyse du revenu provenant de la vente de produits et/ou de services, et de son importance pour couvrir les coûts de l'entreprise et obtenir des surplus. La commercialisation est considérée par plusieurs auteurs comme une des difficultés affrontés par les entreprises de l'ES (SINGER, 2002; KRAYCHETE, 2000; SEI, 2004; BUNCHAF, 2004; MOURA et MEIRA, 2002).

Composante non marchande. Concerne les ressources économique-financières provenant de donations individuelles et d'institutions publiques gouvernementales et non gouvernementales. Pour la compréhension de cette composante, on a analysé trois indicateurs : subventions gouvernementales et subventions non gouvernementales, donations monétaires (de personnes physiques).

Composante non monétaire. La troisième composante de la dimension économique est celle non monétaire, c'est-à-dire où il n'est pas question d'argent. Ce sont des formes d'aide concédées aux entreprises de l'ES à travers des ressources non monétaires. Pour comprendre cette composante, quelques indicateurs furent levés pour analyse : travail volontaire; donations non monétaires (par exemple, des équipements, mobiles, ustensiles, formation, etc.) et des pratiques réciprocatrices (activités réalisées de façon individuelle et/ou collective en faveur d'autrui ou de la collectivité, telles que des actions communautaires et des castors).

Dimension socio-culturelle

L'importance de cette dimension est en relation avec le fait que dans de telles pratiques l'élaboration des activités économiques se trouve non dissociée du tissu lui-même des relations sociales plus générales qui constituent et caractérisent la dynamique du groupe. Autrement dit, l'économique est géré à partir du social et doit par principe être subordonné à lui, ce qui veut dire une inversion de perspective importante par rapport à la logique qui préside le monde de l'entreprise privée où l'on cherche à conditionner le social aux impératifs économiques qui doivent avoir précedence sur n'importe quelle autre finalité. Comme l'affirment encore d'autres auteurs, dans ces entreprises les liens mutuels sont les responsables par la définition du processus social de travail et de production (GAIGER, 2003). Pour comprendre cette dimension socio-culturelle, on analyse la composante *construction du lien associatif* à travers les indicateurs suivants : patron de sociabilité et degré de cohésion social du groupe.

Le *patron de sociabilité* concerne le type de sociabilité présent dans l'entreprise, visant à observer si elle est plus secondaire (impersonnelle), plus primaire (personnelle, communautaire), ou un mixte des deux, et son influence dans la soutenabilité. Un autre indicateur pour l'analyse c'est le *degré de cohésion sociale*, car il est possible que la cohésion sociale interfère dans la dynamique interne de l'organisation, avec des reflets dans le processus productif interne et dans la performance des travailleurs.

Dimension politique

Sa dimension politique est un des éléments qui distinguent les entreprises d'ES. L'entreprise devient un lieu d'expression de citoyenneté et d'apprentissage de la démocratie (FRANÇA FILHO et DZMIRA, 2004), ce qui reflète sa valeur politique. Pourtant, cette dimension politique est pensée ici en rapport à deux niveaux : interne et institutionnel.

Composante au niveau interne. Du point de vue de la grille d'évaluation, au niveau interne d'évaluation de la soutenabilité, on prend en compte, d'une part, le degré de démocratie interne, qui peut être réfléchi dans une donnée plus objective sur la participation effective des personnes dans décisions de l'organisation. Et, d'autre part, on cherche à prendre encore en compte le degré de compromission des personnes dans l'initiative, reflétant une donnée plus subjective sur le plan de l'analyse. À l'évidence, ces deux composantes internes de la soutenabilité au niveau de la dimension politique des pratiques d'ES se trouvent intimement associés, étant donné que le degré de participation des personnes dans les décisions reflète leur niveau de compromission ou d'engagement et vice-versa. La gestion réalisée de

façon démocratique peut rendre le processus de prise de décisions plus lent (SANTOS et RODRÍGUEZ, 2002) et les activités réalisées dans l'organisation moins efficaces, impactant le résultat de l'organisation. D'un autre côté, cela peut engendrer un plus grand engagement et participation, touchant positivement la soutenabilité organisationnelle.

Composante au niveau institutionnel. La seconde composante présente dans l'analyse de la dimension politique de la soutenabilité se trouve au niveau institutionnel, représentant l'action ou l'interaction de l'initiative avec l'environnement externe. Sont trois les indicateurs pour la mensuration de cette composante : l'existence d'action publique, le niveau d'articulation dans des réseaux et le degré d'autonomie institutionnel. *L'existence d'action publique* est un indicateur qui a pour but de rendre possible l'analyse sur l'agissement de l'initiative dans l'espace public où se situe et le reflet dans la soutenabilité. Elle concerne sa capacité de promouvoir une intervention publique dans son environnement territorial. Autrement dit, elle est en relation à la possibilité de l'initiative inventer un moyen d'agir public, c'est-à-dire de se constituer aussi comme un espace public local de discussion de problèmes communs par les citoyens dans un territoire déterminé, une communauté ou un quartier. C'est dans ce sens que les activités socio-économiques proposées dans les initiatives d'ES peuvent aussi être pensées comme le fruit de discussion politique dans le lieu sur la résolution de leurs problèmes communs. Le niveau d'articulation dans des réseaux est un autre indicateur important pour l'analyse de la soutenabilité, car la réussite des entreprises dépend de leur capacité d'établir des partenariats et des articulations. Un des aspects fondamentaux pour le fonctionnement des entreprises d'ES, particulièrement dans les coopératives populaires c'est le soutien externe (SANTOS e RODRÍGUEZ, 2002; SINGER, 2002; CORAGIO, 2003; KRAYCHETE, 2000; SEI, 2004, BUNCHAFT, 2004; FSM, 2004). Le *degré d'autonomie institutionnel* é un autre indicateur pour l'analyse du niveau institutionnel de la soutenabilité. L'autonomie interfère dans la soutenabilité des organisations dans la mesure où le manque d'elle influence les décisions internes et le fonctionnement des organisations. La recherche de l'autonomie passe nécessairement par la qualification des travailleurs, aussi bien dans la sphère technique relative au domaine des ses processus productifs spécifiques que dans la sphère administrative et de gestion, relative à la capacité de gestion, de planification, d'organisation interne et d'articulation externe de l'entreprise (COSTA, 2003, p. 91). L'autonomie institutionnelle reflet encore une sphère politique fondamentale de conception sur le projet organisationnel assumé par le groupe. De toute façon, en dernière instance, elle a rapport au degré d'autonomie de l'initiative par rapport à toute forme d'ingérence extérieure, ce qui est différent de s'établir des relations de coopération dans un processus d'autonomie et d'interdépendance en même temps.

Dimension gestion

La soutenabilité dans des entreprises d'ES à rapport direct avec le mode par lequel les entreprises son gérées. Un des traits qui caractérisent l'ES c'est que dans ses initiatives la gestion é réalisée par les membres des entreprises eux-mêmes, l'autogestion, entendue comme « l'ensemble de pratiques sociales qui se caractérisent par la nature démocratique des prises de décisions, qui rend propice l'autonomie du collectif » (ALBUQUERQUE, 2003, p. 20). Pour l'analyse de la gestion, il faut analyser des aspects relatifs à l'infrastructure et à la connaissance.

Infrastructure. L'infrastructure reflète les ressources matérielles nécessaires pour la gestion des entreprises. Pour l'analyse de cette composante, on se sert de trois indicateurs : L'accès aux moyens de production ; l'accès à des technologies de gestion et l'accès à l'espace physique. *L'accès aux moyens de production*, comme des machines, équipements, mobiles et ustensiles, est fondamental pour le processus productif de l'entreprise. *L'accès à des technologies de gestion*, comme des planelles, systèmes, outils, est fondamental pour la gestion. Pour sa part, l'accès à l'espace physique est un indicateur qui vise à indiquer si les entreprises disposent d'un lieu approprié pour le développement de leurs activités productives, que ce soit sous la forme de prêt, commodat, loyer, etc.

Connaissance. La connaissance est une composante de première importance pour la soutenabilité d'initiatives d'ES. C'est la différenciation réelle pour les travailleurs sans laquelle la simple possession des moyens de production ne pourrait pas leur assurer la soutenabilité (TIRIBA, 2000; COSTA, 2003; MAGALHÃES et TODESCHINI, 2000). Pour l'analyse de la composante connaissance, on a mis en relief trois indicateurs : habileté technique productive, habileté de gestion, formation générale (socio-politique). L'indicateur *habileté technique productive* permet l'analyse de la capacité technique que les membres ont d'élaborer des produits et services pour la commercialisation. L'indicateur habileté de gestion met en relief la connaissance dans des techniques de gestion dans les différents domaines, tels que la gestion de production, administrative/financière et gestion commerciale. La *formation générale* (socio-politique) de leurs membres, concernant le développement d'une posture coopérative, solidaire et entrepreneuriale, etc.

III. Analysant la soutenabilité plurielle dans un cas concret: la COOPAED.

La Cooperativa Múltipla de Produção de Alimentos Engenho Doce (COOPAED) est une coopérative qui fournit des nourritures pour des événements et maintient deux cantines dans deux unités de l'Universidade Salvador (UNIFACS). Ses activités ont commencé au début de 2004, à partir d'un projet de génération de revenu pour la communauté de l'Engenho Velho da Federação^[1], quartier environnant une des unités de cette université. Ce projet fut entrepris par l'Escritório Público de Pesquisas e Apoio ao Desenvolvimento Local e Regional (EPADE)^[2], un groupe de recherche en activité à l'intérieur de l'UNIFACS, qui cherche à stimuler la création et le développement d'initiatives d'ES viabilisant du travail et revenu à des personnes issues de communautés défavorisées.

Ce format productif assumé par la COOPAED s'origine à un moment bien antérieur, quand une « mère de saint », la Mère Elza, du Terreiro de Candomblé Obatoni, devant la terrible réalité de violence et de trafic qui sacrifiait de jeunes de la communauté de Baixa da Égua, située à l'intérieur du quartier Engenho Velho da

[1] Il n'y a pas de données officielles de l'IBGE sur le profil socio-économique qui caractérisent l'Engenho Velho da Federação, puisque les informations sur ce quartier sont mélangées avec des informations de quartiers plus nobles dans son voisinage.

[2] Avant l'EPADE, l'Escritório Público de Arquitetura e Engenharia (EPAE), on développait déjà dans cette communauté des activités de consultation gratuite dans les domaines de l'architecture et de l'ingénierie.

Federação, começou a chercher une quelconque alternative de génération de travail et revenu pour ces jeunes-là. Étant le fruit de l'articulation entre l'EPADE et l'initiative de Mãe Elza, la COOPAED commence à fonctionner en commercialisant des produits typiques de sa communauté. L'initiative débuta avec six membres, deux desquels continuent de composer un total actuel de 14 membres.

Dimension économique

Composante marchande. Dans le cas de la COOPAED, le revenu obtenu à travers la vente des produits dans les deux cantines qu'elle administre suffit pour payer ses dépenses, mais pas pour assurer un revenu régulier à chaque coopéré. Seulement quand elle agit en fournissant des nourritures pour des évènements, son autre ligne d'activité, la COOPAED réussit à générer certain revenu aux COOPÉRÉS, mais cela n'a lieu que de temps en temps. Toutefois, quand le besoin se présente, normalement on retire de l'argent de la coopérative pour pourvoir à des émergences de n'importe quel des coopérés qui ait besoin à un moment donné. Une série de facteurs interfèrent dans le coût des produits de la COOPAED. Le manque de capital fixe oblige la réalisation des achats quotidiennement et en petites quantités, avec des ressources des ventes du jour précédent, aux proximités de la coopérative et donc à des prix plus élevés, ce qui élève les coûts. Un autre aspect qui interfère dans la rentabilité des produits c'est le choix de la matière première de bonne qualité, en préservant le bien-être et la satisfaction de ses clients.

Composante non marchande. La COOPAED a déjà reçu des subventions gouvernementales à travers le « Projeto Piloto da Cooperativa de Lanches », financé par la Petrobras, exécuté à partir de février 2005, qui a comme but de générer des revenus pour des habitants de la communauté de l'Engenho Velho da Federação et prévoit des subventions comme le soutien technique, la formation professionnelle, des investissements en équipements et ustensiles, des bourses pour des coopérés et des ressources pour la formalisation de la coopérative. En des termes de subventions non gouvernementales, au début des activités productives du groupe que deviendrait la COOPAED, on a obtenu quelques emprunts d'institutions comme l'EPADE et le Sindicato dos Bancários e da comunidade do Engenho Velho da Federação. Les ressources limitées pour faire fonctionner la COOPAED sont venues principalement de dons monétaires individuels des membres eux-mêmes et de quelques emprunts auprès d'organisations de la société civile.

Composante non monétaire. La COOPAED compte sur la collaboration de membres de la communauté, parmi lesquels, des amis et des familiers des coopérés, qui aident la coopérative quand il est nécessaire. La dimension non monétaire fut décisive pour le début et la continuité des activités de la COOPAED, en commençant par les installations cédées par l'UNIFACS sans aucun coût pour la coopérative. Avec les installations cédées est venu un autre élément fondamental : le public consommateur (étudiants, professeurs, employés et visiteurs). Un autre soutien décisif fut celui offert par le Terreiro Obatoni, qui permet l'utilisation de son espace pour les activités initiales, et fournit des matériaux, ustensiles et équipements. D'autres terreiros ont aussi aidé la coopérative de la même façon. La COOPAED reçoit l'appui semblable de la communauté, qui la perçoit comme une référence, une initiative qui offre capacitation aux jeunes de la communauté dans une perspective de génération de travail et revenu et qui s'engage et agit dans les questions locales.

Même les commerçants du quartier collaborèrent à travers le don de fruits et légumes. En outre, la COOPAED conta sur l'aide juridique du Sindicato dos Bancários pour l'élaboration de son statut.

Dimension socio-culturelle

Patron de sociabilité. Dans la le lien établi est plus personnel que professionnel, ce qui, d'après des témoignages, contribue positivement pour les activités de la coopérative, puisque le solide lien entre des personnes les unit, les fait sentir eux-mêmes comme des participants d'un groupe qui s'aide mutuellement et qui coopère. Le choix de membres pour l'admission dans la COOPAED est rigoureux, surtout en ce qui concerne les caractéristiques comportementales et de caractère. La confiance est une des valeurs les plus importantes pour le groupe. Cela reflète dans la composition du groupe.

Degré de cohésion sociale. Dans la COOPAED on infère que le degré de cohésion sociale est élevé, ce qui contribue pour une plus grande performance et abnégation dans la recherche des buts de la coopérative, vue comme une entreprise collective qui dépend de la contribution de chacun dans le tout. Probablement, cela interfère pour l'atteinte de la soutenabilité.

Dimension politique

Composante au niveau interne. Dans la COOPAED on infère que le processus interne est démocratique et les décisions cherchées par le moyen de consensus et, quand cela n'est pas possible, par votation, la décision demandant la moitié des voix plus une. Les activités les plus courantes peuvent être conduites sans passer nécessairement par des décisions collectives. Toutefois, des décisions sérieuses, comme l'exclusion d'un membre, requièrent plus d'une réunion. Ce processus décisionnaire présente le risque de finir par devenir lent. Les conflits existent, mais l'on cherche à les résoudre ou au moment même où ils ont lieu ou dans des réunions collectives. Par rapport au degré de compromission, on infère que dans la COOPAED les coopérés présentent un bon niveau de compromission.

Composante au niveau institutionnel. Il y a dans la COOPAED internement une dynamique de discussion des problèmes communs entre les habitants, qui se convertit dans une dimension publique d'action. Ce genre d'action stimule le soutien de la population à la coopérative à travers des donations d'équipements et ustensiles, du travail et des espaces cédés occasionnellement. Un tel appui fut décisif pour la continuité des activités de la coopérative. En ce qui concerne le niveau d'articulation en des réseaux, on a observé que la COOPAED, tout le long de son existence, chercha s'articuler avec d'autres organisations (coopératives, forums, ONGs, etc.), ce qui fut crucial pour sa survie.

La COOPAED, pendant la période où elle est restée sans consultation, avait une grande autonomie par rapport à ses actions. Cette situation a permis au groupe de devenir fort et de lutter pour réussir à maintenir l'entreprise dans la perspective d'une soutenabilité future. Suite au retour de la consultation de l'EPADE, quelques difficultés d'adaptation furent senties par les membres de la COOPAED, étant donné que dès lors ils eurent à leurs côtés une personne à même de les orienter, en cherchant la professionnalisation et le perfectionnement de leurs activités. Ces

difficultés furent contournées petit à petit à travers le dialogue, en cherchant une adaptation entre la consultation et la coopérative.

Dimension gestion

Infrastructure. En ce qui concerne l'accès aux moyens de production, on observa que la COOPAED ne dispose pas de tous les moyens de production nécessaires pour ses activités. Occasionnellement, quelques ustensiles et équipements sont pris comme emprunts de personnes de la communauté, de familiers et de membres de l'EPADE. Le manque d'équipements adéquats interfère dans les coûts de la coopérative et dans la soutenabilité, puisque devant la capacité de production et d'emmagasinage limitée, il faut produire plusieurs fois dans la journée en petites quantités et parfois il manque des produits pour la commercialisation. En ce qui concerne l'accès à des technologies des gestion, la COOPAED ne possède pas encore des contrôles électroniques (comme des planelles), rendant difficile une analyse de gestion. Du point de vue de l'accès à l'espace physique, la COOPAED sous la forme d'emprunt, deux cantines de l'UNIFACS, ce qui est indispensable pour qu'elles se maintiennent en opération.

Connaissance. Il est encore nécessaire de la connaissance technique pour la production d'aliments à être commercialisés, puisqu'il existe encore des produits qui ont besoin d'être achetés prêts pour la consommation, chez plusieurs fournisseurs, pouvant représenter un coût plus grand que s'ils étaient produits internement. Par rapport à l'accueil des clients, malgré le fait que l'on cherche à offrir des produits de bonne qualité, parfois on pêche par manque de professionnalisme, en reproduisant une façon d'agir typique de l'environnement domestique dans l'environnement professionnel. Une autre posture non professionnelle se manifeste quand on n'offre pas des produits adéquats en fonction de la limitation d'infrastructure physique, en attendant une compréhension du client sur ce point, en faisant appel au caractère solidaire de l'entreprise. Cela nuit l'interface de la coopérative avec l'univers marchand, puisque peut toucher négativement sa crédibilité devant les clients. Par rapport à l'habileté de gestion, on a observé que dans la COOPAED la formation fait encore défaut en termes de gestion, surtout en ce qui concerne la partie financière, à l'exemple de la difficulté à établir des contrôles de gestion et à calculer le coût des produits. En ce qui concerne l'organisation du travail, dans la COOPAED, quelques décisions qui touchent tout le groupe, comme l'échelle de travail de la semaine, sont prises collectivement en des réunions. Il n'y a pas de planification préalable du travail du jour, en termes de division de tâches, qui sont réalisées dans la mesure où les coopérés arrivent à l'entreprise. Malgré le manque encore qui existe en termes d'habileté de gestion, plusieurs avances furent conquises à travers des cours promus par des partenaires de la coopérative. Par-delà les gains en termes professionnels, les gains en termes de *formation socio-politique* furent mis en relief par quelques coopérés. D'autres aspects qui contribuèrent pour la formation des membres de la COOPAED : des voyages à d'autres états, la participation à des forums, des activités auxquelles ils n'auraient pas eu accès s'ils étaient restés isolés dans la communauté. Cela motive le groupe à continuer et à lutter pour la soutenabilité dans sa composante marchande.

IV. Considérations finales

Dans ce travail, on a cherché une compréhension de la soutenabilité dans la sphère des entreprises d'ES. Dans ce type de pratique, il y a une pluralité de logiques en interaction, ce qui justifie de penser la soutenabilité de façon plurielle.

Du point de vue économique, les composantes marchandes, non marchandes et non monétaires sont présentes dans ces entreprises de façon dynamique, pouvant survenir la prépondérance d'une composante selon le moment où se trouve l'initiative. L'articulation entre les trois éléments contribue pour l'atteinte de la soutenabilité. Par rapport à la dimension socio-culturelle, la dynamique interne de l'organisation est fortement influencée par le patron de sociabilité et par le degré de cohésion présenté par le groupe. Dans le cas de la COOPAED, le fort sentiment d'appartenance au groupe contribue pour la cohésion, et celle-ci, à son tour, a un rapport direct avec l'effort et la lutte quotidienne des entrepreneurs pour maintenir la coopérative. La dimension politique de la soutenabilité doit, elle aussi, être considérée pour l'analyse de la soutenabilité des entreprises. Dans la sphère interne, le caractère démocratique (typique de ce type de pratique) et le degré de compromission interfèrent dans la dynamique de l'organisation et dans sa soutenabilité. Dans la sphère institutionnelle, l'existence d'action publique, le niveau d'articulation en des réseaux et le degré d'autonomie institutionnelle sont des aspects relevant à prendre en considération pour la soutenabilité d'initiatives solidaires. La dimension de la gestion mérite d'être soulignée dans l'analyse de la soutenabilité de ce type de pratique. Pour que l'entreprise puisse être gérée de façon autonome, il est fondamental que ses membres aient, d'une part, accès à l'infrastructure nécessaire et, d'une autre part – et d'une importance cruciale –, présentent les connaissances nécessaires pour gérer leur entreprise. De telles connaissances demandent des habiletés techniques, de gestion et formation socio-politique.

L'articulation dynamique de ces dimensions (économique, socio-culturelle, politique et de gestion) est fondamentale pour que l'on analyse la soutenabilité des entreprises de l'ES et travaille dans ce sens, soit à travers des politiques, soit à travers des consultations et des couveuses d'entreprises.

Références

ALBUQUERQUE, P. Autogestão. In: CATTANI, Antonio David (org.). A outra economia. Porto Alegre. Veraz Editores. 2003a. p. 17-20.

ALEXANDRINA, Osia; MILANI, Carlos; SIQUEIRA, Tacilla; AGUIAR, Vicente. (Re)Definindo a Sustentabilidade no âmbito da Gestão Social. Anais ENANPAD 2005.

ANDION, Carolina. As particularidades da gestão em organizações da economia solidária. Anais ENANPAD 2001.

ARMANI, Domingos. Sustentabilidade: do que se trata afinal? Rio grande do sul; Unisinos. 2002. Mimeo.

ARRUDA, Marcos Um novo humanismo para uma nova economia. In: Economia dos Setores Populares. Gabriel Krayschete, Francisco Lara, Beatriz Costa (org.). Vozes. Petrópolis. 2000.

BUNCHAFT, A. A identidade do trabalhador cooperado em uma organização popular e solidária de trabalho: o caso da cooperativa de mulheres do Parque São Bartolomeu, Salvador, Bahia. Dissertação de mestrado em psicologia. Faculdade de Filosofia e Ciências Humanas, Universidade Federal da Bahia, Salvador, 2004.

CAPRA, Fritjof. A Teia da Vida. Editora Cultrix. SP. 1996

CAPRA, Fritjof. Virando o jogo. In: As conexões ocultas. Ciência para uma vida sustentável. Cultrix. 2003. São Paulo.

CORAGGIO, José Luis. Economia do trabalho. In: Economia Solidária. Cadernos da Fundação Luiz Eduardo Magalhães. Salvador: FLEM, 2003.

CORAGGIO, José Luis Economia do trabalho. In: CATTANI, Antonio David (org.). A outra economia. Porto Alegre. Veraz Editores. 2003.

COSTA, Pedro. Um diagnóstico da gestão praticada em iniciativas de economia solidária e os seus desafios gerenciais: estudo de caso do município de Cachoeirinha. (Dissertação de mestrado). Programa de pós-graduação em administração, Escola de Administração, Universidade Federal do Rio Grande do Sul, Porto Alegre, 2003.

FRANÇA FILHO, Genauto. Terceiro Setor, Economia Social, economia solidária e Economia Popular: traçando fronteiras conceituais. In: Revista Bahia Análise e Dados, v.12, n1. junho. Salvador: Superintendência de Estudos Econômicos.

FRANÇA FILHO, Genauto; DIZMIRA, Silvan. Dádiva e ES. In: Perspectivas da solidariedade contemporânea. MARTINS, Paulo e Nunes, Brasilmar (orgs.). Brasília. Paralelo 15. 2004.

FRANÇA FILHO, Genauto LAVILLE, Jean-Louis. Economia solidária: uma abordagem internacional. Rio Grande do Sul. Editora da UFGS. 2004.

GAIGER, Luiz. Sentidos e possibilidades da ES hoje. In: Economia dos setores populares: entre a realidade e a utopia. Gabriel Krayschete, Francisco Lara, Beatriz Costa (org.). Vozes. Petrópolis. 2000.

FRANÇA FILHO, Genauto A economia solidária diante do modo de produção capitalista. Caderno CRH. Salvador, n. 39, p. 181-211. Jul/Dez 2003.

GODBOUT, J. T. Introdução à dádiva. In: RBCS Vol 13, n 38. Outubro 1998.

GUARIM, Vera. Sustentabilidade ambiental em comunidades ribeirinhas tradicionais. Anais III Simpósio sobre recursos naturais e sócio-econômicos do Pantanal. Os desafios de novo milênio. Corumbá. 2000. Disponível em www.cpap.embrapa.br/agencia/congresso/socio/guarim.072.pdf. Acesso em: 12/04/2005.

JESUS, Paulo de; RIOS, Gilvano; SOARES, Guilherme; PIRES, Maria. Introdução ao estudo da ES em Pernambuco. In: Sentidos e experiências da ES no Brasil. Luiz Inácio Gaiger (org.). Porto Alegre. UFRGS. 2004. p. 267-322

KRAYSCHETE, Gabriel. Economia dos setores populares: entre a realidade e a utopia. In: Economia dos setores populares: entre a realidade e a utopia. Krayschete, Gabriel; Lara, Francisco; Costa, Beatriz (org.). Vozes. Petrópolis. 2000. P. 15-56

MAGALHÃES, Reginaldo; TODESCHINI, Remígio. Sindicalismo e economia solidária: reflexões sobre o projeto CUT. In: A ES no Brasil – a autogestão como resposta ao desemprego. Contexto. São Paulo. 2003.

MILANEZ, Francisco. Desenvolvimento Sustentável. *In*: CATTANI, Antonio David (org.). A outra economia. Porto Alegre. Veraz Editores. 2003. p. 76-84.

MOURA, Suzana e MEIRA, Ludmila. Desafios da gestão em empreendimentos solidários. *In*: Bahia Análise & Dados. Salvador. SEI. V. 12. n.1. Junho 2002.

OLIVEIRA, João H. R. de. M.A.I.S. Método para avaliação de indicadores de sustentabilidade organizacional. Tese de doutorado apresentada na Universidade Federal de Santa Catarina no Programa de Pós Graduação em Engenharia de Produção. Florianópolis, 2002.

POLANYI, Karl. A grande transformação: as origens da nossa época. Rio de Janeiro: Campus, 2000.

REIS, Tatiana; MEIRA, Ludmila. A sustentabilidade em empreendimentos da economia solidária: pluralidade e interconexão de dimensões. Brasília. 2005. Anais ENANPAD 2005.

REIS, Tatiana; FRANÇA FILHO, Genauto. Marco conceitual e sustentabilidade em economia solidária: proposta de um quadro analítico. II encontro internacional de economia solidária. Núcleo de economia solidária da USP (NESOL). Anais. 2004.

SACHS, Ignacy. Desenvolvimento: includente, sustentável, sustentado. Rio de Janeiro. Gramond. 2004

SANTOS, Boaventura; RODRÍGEZ, César de. Introdução: para ampliar o cânone da produção. *In*: Produzir para viver – os caminhos da produção não capitalista. Civilização Brasileira. Rio de Janeiro. 2002.

SEI. Empreendimentos solidários na Região Metropolitana de Salvador e no Litoral Norte da Bahia. Salvador, 2004. Série estudos e pesquisa: 69.

SINGER, P. Introdução à economia solidária. São Paulo, Editora Fundação Perseu. Abramo, 2002.

SINGER, P.; SOUZA, A. R. (Orgs.) A economia solidária no Brasil: a autogestão como resposta ao desemprego. 2. Ed. – São Paulo: Contexto, 2003.

TIRIBA, Lia. A economia popular e solidária no Rio de Janeiro: tecendo os fios de uma nova cultura do trabalho. *In*: A economia solidária no Brasil: a autogestão como resposta ao desemprego. Paul Singer e André Ricardo (orgs.). 2. ed. São Paulo. Contexto, 2003.